

Grogne sociale au conseil régional de Rhône-Alpes

Les méthodes de travail de Jean-Jack Queyranne (PS) sont contestées

LYON

de notre correspondante

« Malaise », « souffrance au travail », « confusion », « harcèlement ». Environ 60 % des 900 agents du conseil régional de Rhône-Alpes ont observé, jeudi 7 avril, un arrêt de travail d'une heure, pour dénoncer les méthodes de travail du nouvel exécutif socialiste. Les deux syndicats représentés, FO et CFDT, estiment que la réorganisation des services entreprise par l'équipe du président (PS) Jean-Jack Queyranne, qui entrera en vigueur le 1^{er} juin,

s'opère « sans aucune concertation ». Le principal grief est la constitution d'un cabinet pléthorique destiné, selon les syndicats, à contourner les services. « En un an, Jean-Jack Queyranne a constitué un cabinet de plus de 50 collaborateurs, souligne Olivier Tasserit, membre de la CFDT. Nous assistons à la mise en place d'une double administration. Les directions ne sont plus consultées. Le cabinet paralyse la vie de la région. » « Nous constatons une confusion croissante des circuits de décision », réchérît Laurent Malnoé, représentant de la CFDT et membre de la direction des finances.

« CRISE DE CROISSANCE »

Les syndicalistes se défendent de soutenir un mouvement catégoriel et d'être des « réfractaires au changement », comme le soutiennent certains élus de gauche. « Nous sommes des fonctionnaires républicains, nous ne sommes pas des millo-nistes revanchards, poursuit M. Malnoé. Nous ne sommes pas contre une réorganisation. Ce que nous voulons, c'est améliorer le fonctionnement de la région et le travail avec l'exécutif. Mais ce dernier doit recon-

naître la compétence de ses agents. »

Une délégation a été reçue par M. Queyranne, qui a promis de réduire « les dysfonctionnements » dénoncés. Un comité technique paritaire devrait se réunir, le 17 mai, pour examiner, pôle par pôle, la réorganisation des services. Pour Thierry Braillard, vice-président (PRG) chargé de l'administration générale, « la région vit une sorte de crise de croissance », due à l'augmentation des effectifs dans l'exécutif, passés, dans la nouvelle mandature, de 7 à 20 vice-présidents et délégués. Faute de majorité, Anne-Marie Comparini (UDF), à laquelle a succédé M. Queyranne, avait dû se contenter d'une équipe restreinte.

Le malentendu est profond. Même au sein de l'équipe de M. Queyranne, certains conseillers régionaux estiment que le président socialiste « s'est trompé de vision du fonctionnaire » et qu'il a sous-estimé l'importance du dialogue social. D'autres parlent de l'attitude « méprisante » de plusieurs vice-présidents.

Sophie Landrin